

HIÉROGLYPHES SOLIDAIRES : LES ACTIONS ENGAGÉES PAR L'AGROBUSINESS AUPRÈS DES POPULATIONS PÉRIPHÉRIQUES D'ARGENTINE

María Soledad CORDOBA
Valeria HERNÁNDEZ

Dans ce travail, nous nous proposons d'analyser un dispositif d'action solidaire, la Red agro-solidaria (Réseau agro-solidaire ou RAS), mis sur pied par des acteurs du modèle agrobusiness en association avec d'autres secteurs de la vie sociale. À partir des résultats d'un travail de terrain effectué en divers lieux entre 2010 et 2013, nous montrerons comment des facteurs distincts (économiques, politiques, scientifiques), périodes et milieux (urbain/rural, local/global, etc.) sont mobilisés dans le développement d'actions solidaires dans la ville de Charata, province de Chaco, dans le Nord-Est argentin. Combinant contenus matériels, socioculturels et moraux, ce dispositif, construit pour « l'action solidaire », a réussi à modeler un champ social où les positions des acteurs restent subordonnées aux « projets » pilotés par le RAS. C'est ainsi que des groupes sociaux, matériellement et symboliquement éloignés (voire et y compris antagonistes), sont unifiés sous un même horizon de sens, renforçant une base sociale, et donc la légitimité du modèle agrobusiness, sur des territoires stratégiques pour son développement.

Comme nous l'avons analysé ailleurs en détail (Hernández, 2007 ; Gras, Hernández, 2009 et 2013), le processus de transformation connu par le secteur agropastoral à partir des années quatre-vingt-dix a eu des

conséquences radicales au niveau des systèmes de production, du tissu institutionnel et de la logique entrepreneuriale des acteurs. Au cours des dernières années, à travers des études de cas ou des bilans globaux, les chercheurs ont rendu compte des effets que lesdits changements ont provoqués sur la structure sociale agraire du pays, la matrice économique, le rôle des facteurs traditionnels de production (terre, capital et travail), entre autres. Le modèle agroproductif, qui explique environ 50 % des exportations agricoles nationales actuelles, est régulièrement débattu dans les milieux scientifiques et les forums citoyens, éveillant des controverses technocratiques sans fin. En effet, ces visions du monde se disputent le pouvoir d'instaurer des régimes d'exclusion/organisation des objets et des hommes dans le monde rural : c'est dans ce champ de pouvoir que s'inscrit le dispositif solidaire que nous analyserons ici.

Le RAS¹ est une association dirigée par des acteurs du secteur agroalimentaire dont l'objectif est d'entreprendre des programmes d'action solidaire² au niveau du pays. À partir d'une étude anthropologique, nous avons, pendant deux ans, analysé la dynamique quotidienne de ce réseau, observant son fonctionnement global comme ses actions sur le territoire. Un objectif fondamental de cette étude était justement de comprendre comment la forme réticulaire, adoptée par l'action solidaire des acteurs du champ, réussit à se matérialiser sur des territoires concrets et ce qui se passe alors dans cette rencontre. Bien que la recherche ait porté sur deux cas d'action territoriale du RAS (dans les provinces de Chaco et Santa Fe), ce travail se focalisera sur l'analyse d'un seul d'entre eux : l'action solidaire dans la ville de Charata, Chaco. Pour cela, en premier lieu, nous caractériserons le modèle agrobusiness tel qu'il s'est organisé en Argentine et nous signalerons les transformations qu'il a impulsées sur le territoire du Chaco. En second lieu, nous décrirons le RAS et son centre régional créé à Charata. Nous détaillerons les actions réalisées, les populations auxquelles sont destinées lesdites actions et les sentiments que ces populations attribuent à la « solidarité rurale » incarnée par les membres du centre régional. Puis nous observerons l'émergence d'un espace d'interaction dans lequel les uns et les autres se positionnent en tant qu'interlocuteurs de la rencontre solidaire, mettant en jeu ressources, traditions, pouvoirs et valeurs pour une société désirable. En conclusion, nous réfléchissons sur la base sociale que le modèle d'agrobusiness réussit finalement à construire sur des territoires stratégiques pour son développement. Paradoxes de l'histoire, les exclus de l'activité agropastorale par l'avance de la production du soja sur un territoire

1. L'association, ses membres et tous nos interlocuteurs ont été rebaptisés.

2. Nous prenons ici la notion de solidarité telle qu'elle est mise en jeu par les acteurs du RAS, en nous démarquant délibérément d'un débat normatif sur le sujet.

traditionnellement producteur de coton ou de petite production familiale sont les destinataires reconnaissants de l'action solidaire d'un réseau qui reçoit, comme donation principale, des tonnes de soja. Une délicate et complexe machinerie matérielle et symbolique, édifiée au quotidien par des acteurs d'appartenances sociales et de trajectoires professionnelles diverses, dont l'intervention articule l'échelle globale et l'échelle locale, parvient à déconnecter la causalité entre l'une et l'autre situation, inscrivant cette rencontre dans le registre de la solidarité entendue comme un acte moral (faire le bien) avec une incidence dans les conditions matérielles comme dans les conditions subjectives de l'existence. En ce sens, le *quid pro quo*, par lequel l'exclusion, dérivée de la concentration économique, engendre la relation sociale de solidarité, montre la nature fétichiste de cette dernière. Nous essaierons dans ce qui suit de déchiffrer le hiéroglyphe social (Marx, 2002) que décrit la machinerie du dispositif solidaire ; c'est ce même dispositif qui conduit les métamorphoses successives du grain de soja en construisant un espace moral de référence pour la vie quotidienne des personnes destinataires de l'action solidaire. C'est ainsi qu'entre alors en jeu la matrice de gouvernementalité (Foucault, 2006) qui permet la présence « solidaire » du modèle d'agrobusiness dans la périphérie que lui-même contribue à produire.

L'agrobusiness comme modèle socioproductif

Le modèle d'agrobusiness (MA) est présenté par ses promoteurs comme résultant d'une « révolution paradigmatique » qui implique de nouvelles formes d'organisation du travail et d'appropriation des ressources naturelles, amenant une inflexion dans les processus productifs (introduction du semis direct, technologies de précision, usage de semences transgéniques, etc.) comme dans les processus de gestion (nouvelles technologies de communication et d'information, professionnalisation de l'administration, organisation de l'entreprise en réseau, intégration avec l'industrie, etc.). Sur le plan sociologique, la radicalité du changement a été soulignée par les chercheurs en sciences sociales et les organisations de paysans. En ce sens, les représentants des producteurs familiaux, de la paysannerie et de la population rurale non agro-productive ont alerté dès le début des années 2000 sur la concentration de la richesse, les difficultés d'accès à la terre, la dynamique de précarisation de l'emploi et la régression des conditions de vie (par l'usage intensif du glyphosate, les canalisations non autorisées, l'abandon des écoles et des dispensaires ruraux, entre autres).

Les agents du MA inscrivent leur logique économique sur une scène globale : sans les entreprises transnationales d'intrants agricoles, le capital financier spéculatif, l'organisation des chaînes/réseaux de valeur et l'action des organismes multilatéraux (FAO, OMC, etc.), l'agriculture en tant que

commerce n'aurait pu se structurer en modèle hégémonique de production de matières premières (*commodities*) dans la région (Gras, Hernández, 2014).

En Argentine, le MA tire sa force de l'articulation des quatre piliers qui « ont fait le système » (Gras, Hernández, 2013) : le pilier technologique (biotechnologies, nouvelles technologies de l'information et de la communication, agrochimie, etc.) ; le pilier financier, dont la logique a collaboré aussi bien « de haut en bas », grâce à l'intervention des spéculateurs institutionnels qui ont fait pression pour augmenter la demande et faire monter les prix des *commodities* agricoles, que « de bas en haut », à travers les outils financiers que producteurs et entrepreneurs ont utilisés pour gérer la production, le stockage et la commercialisation de leur production ; le pilier productif, supposé réordonner la hiérarchie des facteurs terre et travail interpellés par les facteurs connaissance et organisation, dont l'incidence sur la logique entrepreneuriale et l'identité des acteurs a réussi à transformer les pratiques productives, politiques, sociales et institutionnelles du secteur. L'interrogation sur la manière dont le MA gère son rapport avec les territoires se révèle essentielle pour comprendre la continuité dudit modèle à moyen et à long terme. En effet, si, en termes de rationalité économique et productive, le modèle tend à déterritorialiser une grande partie de ses affaires, dans le même temps des chaînons clés du processus doivent assurer l'accès aux territoires et aux ressources qui s'y trouvent : donc, il en résulte que le mode par lequel le MA gère sa relation avec les divers facteurs du territoire est un aspect déterminant pour la réussite de ses affaires. Les paragraphes qui suivent mettent en scène, dans une large mesure, le mode sur lequel les acteurs du MA construisent des dialogues avec ces facteurs dans une ville du Nord-Est argentin, et réussissent à mettre en place un horizon commun de sens et une base sociale consistante.

La reconfiguration socioproductive dans le Sud-Ouest du Chaco

Les piliers du MA s'inscrivent sur le territoire avec des modalités spécifiques en fonction de ses caractéristiques agronomiques, sociales et politiques. En accord avec les objectifs de ce travail, nous nous focaliserons sur le département de Chacabuco (au sud-ouest de la province du Chaco) dont la superficie totale est de 138 800 hectares, soit la majeure partie du territoire destiné à un usage agricole (84 800 ha sont des sols à vocation agricole). Actuellement la culture du soja y est prédominante et dans une moindre mesure on y sème tournesol, maïs et coton. Selon les données du dernier recensement national, ce département rassemble une population totale de 30 564 habitants, dont 26 497 vivent dans la ville du chef-lieu, Charata, tandis que le reste se distribue dans des petites localités et des

régions rurales (INDEC, 2010). Dans ces 20 dernières années, la population de Charata s'est accrue de 67,3 % (15 836 habitants).

Cette croissance démographique significative, liée à une activation de l'économie locale comme à l'apparition d'implantations précaires dans les marges de l'urbanisation, est abondamment commentée par les habitants quand on les interpelle au sujet des transformations du territoire au cours des deux ou trois dernières décennies. En effet, au fur et à mesure que la cité devenait plus attractive pour ceux qui investissaient dans les terres et s'y installaient avec leurs familles, que les investissements croissaient dans les activités commerciales, les services et les professionnels compétents de domaines distincts, dans le même temps, des secteurs marginaux se concentraient à la périphérie en quête de nouvelles opportunités de travail et de logement.

Au cours d'une conversation avec le maire de Charata, le secrétaire des travaux publics et un conseiller du maire, ces politiques locales ont évoqué les principales transformations qu'avait vécues le territoire depuis sa fondation comme ville, en 1914. Spontanément, ils abordèrent la profondeur des changements survenus au cours des trente dernières années, depuis le passage d'une production agraire basée sur la culture traditionnelle du coton et de la luzerne (principalement) à une autre dominée par la culture du soja modifié génétiquement.

Le maire remarquait la transformation de la cité en un « pôle d'attraction commercial et de services », apprécié en particulier par des investisseurs de Cordoba et Santa Fe. Pour lui, ce qui a constitué le moment décisif, c'est le saut des prix internationaux des *commodities* provoqué par la « sojarisation » du territoire. Cette évolution a été signalée par les analystes ruraux et la presse locale :

« Avec le remplacement du coton par le soja, les récoltes de coton à partir de 1999 ont été les pires de l'histoire du pays. L'impact de la crise a laissé des milliers de producteurs et de travailleurs ruraux dans une situation critique, les petits et les moyens producteurs étant les plus accablés par leur endettement généralisé, dérivé des avances consenties sur la récolte future. Dans ce contexte, les coûts moindres et le semis direct ont été les facteurs dominants pour l'expansion de diverses variétés de soja dans la province, donnant lieu à ce que la presse locale a qualifié comme « un schéma périlleux de monoculture » que beaucoup ont appelé la *sojarisation* des campagnes du Chaco. » (*Suplemento Norte Rural*, 8 octobre 2003, p. 3, cité par Valenzuela, 2005 : 12)

Les données du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche montrent une augmentation soutenue de l'aire consacrée au soja depuis 1999, au détriment de cultures traditionnelles comme le coton ou le tournesol.

Selon les calculs du maire de Charata, pour le département de Chacabuco, les prélèvements des gouvernements national et provincial s'élèvent à 130 millions de pesos par an. Le secrétaire des Travaux publics s'est chargé de détailler la distribution de cet excédent : « La province garde 70 % et 30 % vont vers les 68 municipalités du Chaco ; de ces 30 %, la capitale de la province prend la moitié et l'autre moitié va au reste des 67 municipalités, et ici, d'où sort l'argent, arrivent 2,6 % de cela. » Dans sa vision, ce flux d'argent vers la capitale aurait pour conséquence « l'assèchement de la zone productive » et le déplacement des populations rurales vers les pourtours urbains en condition d'extrême précarité, creusant « une brèche chaque fois plus grande entre riches et pauvres, entre les grands investisseurs et un ample secteur marginal ». C'est dans cette conjoncture socio-économique et de transformation socioproductive du territoire, « qu'apparaît le cas de la Red Agro-Solidaria (RAS), jouant la partie solidaire d'attention aux personnes » des secteurs marginaux (entretien 13/07/2011).

De son côté, le conseiller du maire insiste sur les conséquences du changement productif vécu par le département dans ces dernières trente années :

« Désormais le chouchou, c'est le soja [...] Avant, avec 100 hectares vous aviez une unité économique, c'est-à-dire que tu pouvais entretenir ta famille. Maintenant, une unité économique implique 500 hectares et plus. Alors tu vois des écoles fermées, tu vois des maisons en ruines dans toute la campagne. Les grands, les pools les mangent et, dans 25 ans, 100 types seront les patrons pour tout le département. [...] Si tu vas dans les champs maintenant, que tu commences à les parcourir, tu vas voir les maisons vides. Après il y a les autres qui commencent à s'agglomérer, à se concentrer tous dans les quartiers périphériques et là ils commencent à demander l'aide de la municipalité : maison, terrain, tout ce que tu dois leur donner puisqu'ils arrivent sans rien et que le prix de la terre est très élevé. [...] Avant, les gens de la campagne y restaient parce qu'ils avaient leurs poules, leur petit jardin, ils faisaient leur pain, maintenant ils ne font pas de pain, pas de jardinage, pas de poulets et qu'est-ce qu'ils font ? Ils vont grossir les villes misérables ou les quartiers périphériques, et là ils viennent te demander un matelas, un drap, ou un couvre-lit, des chaussures, des marchandises, des plans sociaux. [...] La technologie a commencé à déplacer les gens. [...] Moi, j'ai vécu à la campagne jusqu'à mes 18-20 ans ; à une époque, nous avions 400 personnes dans la maison ! Et maintenant, dans la maison, il n'y a plus qu'un seul péon. Je me rappelle des championnats de football, tous avaient deux ou trois équipes de foot : par agriculteur ! [...] Maintenant tu ne trouveras même pas sur toute la colonie de quoi former une équipe, parce qu'il n'y a plus personne, la main-d'œuvre, c'est terminé ; et où sont-ils passés ? Ils vivent de l'assistance, ou de la drogue, de vols, de ce qu'ils peuvent. » (Entretien, 13/07/2011)

Dans cette vision, la participation au travail rural des strates sociales inférieures apparaît liée à un ordre social plus solide (une communauté

nombreuse de plus de 300 personnes, unie autour d'un patron, qui ne semble pas avoir donné lieu à des conflits), avec des éléments récréatifs fonctionnels favorisant la création d'une identité (les championnats de football entre estancias) et la possibilité de recevoir une instruction (l'existence d'écoles rurales ou d'annexes). Néanmoins, comme nous le verrons quand nous présenterons les bénéficiaires de l'action solidaire du RAS régional de Chara, cette vision du travail rural n'est pas confirmée par les péons eux-mêmes, ces ex-cueilleurs de coton et ces ex-travailleurs saisonniers qui peuplent actuellement les quartiers périphériques.

L'expansion de l'agriculture n'a pas seulement eu des effets sur les conditions de vie de la population rurale mais elle a aussi produit une recomposition des alliances à l'intérieur des sociétés locales. Comme l'expliquait Hector, un ingénieur agronome de Charata, le processus de sojarisation n'a pas laissé indemne la structure locale des relations :

Hector : « Cette zone a été le lieu d'expansion de la frontière agricole. Son avance s'est faite horizontalement (un plus grand nombre d'hectares consacrés à l'agriculture) et verticalement (plus grande application de technologie et de connaissances). Ils ont tout abattu, et sont arrivés jusqu'aux portes de Santiago del Estero. Un vrai foutoir. »

Anthropologue : « Mais il y a eu un débat social sur ce qui se passait ? Il y a eu des manifestations pour le défrichage ? »

H. : « Non, il n'y en a pas eu. Qui donc allait protester si tous avaient plus de travail ? Ici tout le monde était directement ou indirectement impliqué dans le secteur agricole. » (Entretien, 26/08/2010)

Au-delà des acteurs du secteur de l'agro (entrepreneurs agricoles, ingénieurs agronomes, vendeurs de machines, etc.), directement bénéficiaires de l'augmentation de la rentabilité de l'activité agricole, les classes moyennes ont trouvé la possibilité d'amplifier leurs affaires et leur offre de consommation : hôtels, restaurants, boutiques de vêtements, commerces de technologies, services divers, investissements immobiliers. Dans les dix dernières années, les transactions ont triplé dans la ville ; c'est ce que soulignent les acteurs quand ils parlent d'une « cité prospère et en croissance ». Cependant, il existe une dimension moins réjouissante de cette croissance : l'expansion des quartiers périphériques de Charata, où, comme nous l'avons signalé, sont allés se loger les habitants des campagnes, déplacés par l'avancée du soja, la mécanisation de la culture du coton et les changements climatiques (Valenzuela, 2005 ; Torrella *et al.*, 2005 ; Rosati, 2013 ; Adamoli *et al.*, 2011). Cependant, comme on le verra dans la prochaine section, le rapport entre ces deux processus (expulsion de paysans par l'agrobusiness et progression des populations pauvres à la périphérie de la ville) n'est pas un objet de débat dans la vie sociale de Charata.

Les protagonistes de la « rencontre solidaire »

La Red Agro-Solidaria (RAS) : structure et dynamiques de l'action solidaire

Selon le récit fondateur que nous ont transmis les membres du siège national, c'est dans le contexte de la crise sociale, économique et politique de la fin de 2001 que le RAS s'est constitué. Le pourcentage élevé de chômeurs (autour de 25 % de la population active) et la désarticulation de l'État commencée avec la démission du président De la Rúa, se sont accompagnés d'une mobilisation sociale importante au moment où d'amples franges de la population tombaient en dessous du seuil de pauvreté. En contrepartie, le secteur agraire en sortait favorisé : le poids des dettes, contractées en dollars, et l'abandon de la convertibilité peso-dollar ont bénéficié notamment à ceux qui avaient réalisé de grands investissements (par exemple des achats de terres, de machines, etc.), tandis que les prix internationaux des *commodities* entraient dans une phase de hausse qui s'est maintenue jusqu'au second semestre de 2008.

Dans le cadre de la mobilisation populaire qui a gagné une grande partie de la société argentine vers la fin de 2001, certaines personnalités politiques et sociales ont commencé à diriger des initiatives de participation et de discussion citoyennes. Parmi celles-ci ont surgi les Mesas del Dialogo Argentino [Tables du dialogue argentin], impulsées à l'origine par l'Organisation des Nations unies à Buenos Aires et l'Église catholique, avec la participation de l'État national et du Banco Interamericano de Desarrollo [Banque interaméricaine de développement : BID]. Divers secteurs politiques et sociaux, rattachés à diverses confessions religieuses, se sont intégrés à ces tables rondes de secteur qui ont débouché sur la recherche de consensus et de solutions aux problématiques conjoncturelles. Entre autres, une table ronde s'est constituée autour du problème de la faim, comme le rappelait dans un entretien l'ex directrice exécutive du RAS :

« [Le RAS] a surgi après la crise de 2001 [...] des représentants d'organisations du monde rural (SRA, AACREA, CRA, etc.) très intéressés au thème de la faim se sont présentés et de là est surgie l'idée d'agir en interaction et de faire quelque chose conjointement. Si l'on veut, c'est depuis le secteur social que s'est ouverte la possibilité institutionnelle de faire quelque chose de concret. » (Entretien, 26/03/2010)

Cette interaction a pris la forme d'une articulation entre, d'un côté, des organisations du secteur agricole – qui canalisait les dons en grains et en denrées alimentaires venus des producteurs et des industries agricoles – et de l'autre, des organisations avec une trajectoire de travail social, insérées sur les territoires locaux avec des programmes d'intervention plus ou moins structurés (pastorales religieuses, fondations, centres de quartier, etc.). En particulier, les diverses institutions concrétisaient leur solidarité par la

donation de grains de soja aptes à la consommation humaine. En ce sens, durant le dernier mois de 2001 et les premiers mois de 2002 ont surgi des initiatives variées, comme le programme Soja Solidaria [Soja solidaire], de l'Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa [Association argentine de producteurs en semis direct], et l'association civile Sojares.

Dans le cadre de ces programmes, la contribution à l'alimentation de secteurs affectés par la crise s'est réalisée parallèlement à la promotion des bénéfiques nutritionnels du soja. À travers divers moyens de communication et des campagnes de formation de volontaires, on enseignait à préparer le haricot de soja pour la consommation humaine. Avec les enseignements tirés de l'expérience de Sojares ou de Soja Solidaria, la conjoncture de la crise a constitué le cadre dans lequel s'est constituée l'alliance entre des organisations de l'agro et de la société civile dans le RAS, intégrée actuellement par quelque 150 collaborateurs volontaires³. Ces derniers interviennent dans les communautés rurales et urbano-rurales de huit provinces argentines (Chaco, Corrientes, Córdoba, Santa Fe, Entre Ríos, Buenos Aires, San Juan et Mendoza), touchant des populations qualifiées « à ressources faibles ». En dix ans d'activité et de travail « en réseau », le RAS touche quelque 13 452 personnes, dont 70 % ont moins de 12 ans⁴.

La structure administrative du RAS, dont le siège se trouve au centre de Buenos Aires (4 employés salariés, service de comptabilité et location d'une officine dans le microcentre de la capitale), comporte divers centres régionaux (CR) dans les territoires et compte parmi ses sponsors des entreprises, des corporations, des chambres industrielles et des associations techniques du secteur rural. Actuellement, le secteur agroproductif ne contribue que partiellement au maintien du RAS, de sorte que le réseau doit organiser des événements et des activités pour se financer. Les organisations qui fournissent le travail de leurs volontaires sur le terrain sont des organisations et des fondations religieuses relevant de diverses croyances (évangélique, catholique et juive), des clubs sociaux et des associations civiles appartenant à des milieux divers (nutritionnel, civico-politique, éducatif, etc.) ; il y a aussi des personnes qui collaborent à titre individuel.

Le processus de décision stratégique est concentré au siège « national », depuis lequel on oriente le travail sur le terrain, délégué aux centres régionaux. Le siège dirige aussi ce qu'on appelle des « actions en réseau » qui sont des alliances ponctuelles avec des acteurs locaux – dont la trajectoire est, dans une large majorité, antérieure à l'articulation avec la – appuyant des projets en cours. Les CR sont relativement autonomes dans leur financement. La commission directive régionale mène des initiatives

3. *Información institucional*, agosto de 2012.

4. *Información institucional*, agosto de 2012.

pour obtenir des ressources qui ne sont pas seulement monétaires. En ce sens, des alliances avec des acteurs locaux pour assurer le succès des actions solidaires choisies au cas par cas⁵ sont aussi recherchées.

À partir de 2003, le caractère « urgent » de la faim en Argentine s'est transformé en réflexion sur la nutrition. Peu à peu, le RAS a amorcé une transition vers de nouveaux programmes d'intervention et une réorganisation de l'activité institutionnelle sur quatre fronts : nutrition, éducation, travail et autogestion.

Structures quotidiennes à Charata : le Centre régional de Charata, les logiques sociales locales et l'espace de quartier

La proposition de créer un RAS régional à Charata est venue de la relation entre d'ex-condisciples à l'université. Silvina et Roberto ont suivi une formation d'ingénieurs agronomes à la Faculté d'Agronomie de l'Université de Buenos Aires. Dans les années quatre-vingt-dix, Silvina, pour des raisons professionnelles, vient s'installer à Charata où, avec le temps, elle crée une entreprise de commercialisation d'intrants agricoles. Roberto intègre le secteur agro-industriel et c'est en tant que représentant d'une chambre de ce secteur qu'il assume la charge de trésorier du RAS au niveau national. De là, il impulse l'idée d'amener le RAS à cette ville du Chaco et contacte Silvina. En décembre 2003, Silvina a donc convoqué des personnalités et des représentants des diverses institutions de la communauté à une réunion au siège de son entreprise pour présenter son projet de création d'un centre régional. Outre Silvina, une autre entrepreneuse de l'agroalimentaire, une du secteur commerce et services, une religieuse catholique et un pasteur de l'Église évangéliste baptiste forment le premier groupe de travail du Centro Regional Charata (CR-CH) du RAS.

Trois mois plus tard, le groupe avait réussi à recruter des représentants de l'Église baptiste, de l'Église évangélique du Rio de la Plata, de l'Église catholique, de l'Église luthérienne, du Rotary Club de la localité de Gral, Pinedo, de l'INTA, ainsi que des personnes de la société charataise intéressées par cette initiative, parmi lesquelles on remarque des enseignants, des intermédiaires et des producteurs agricoles. Pour une meilleure organisation des actions, les participants se répartirent en trois commissions de travail : l'une chargée de recueillir les dons, une autre de les gérer et de les transformer en dons alimentaires, et la dernière, appelée « développement humain » (*Libro de Actas de RAS-CH*, 2003, feuillets 1 et 2), chargée d'accompagner les dons avec des instances éducatives informelles et non structurées. Enfin, le RAS régional formalisait sa constitution à travers la

5. Nous avons abordé les dynamiques de construction des réseaux extrasectoriels avec le cas du système agricole argentin à Cordoba (2013).

création d'une commission directive régionale dont les postes furent répartis entre les personnes présentes par élection à la majorité simple.

Le CR-CH s'est constitué sur la base de personnes occupant une position institutionnelle forte et appartenant à trois secteurs d'activité bien différents : religion, entreprise et éducation. Cette composition interne transsectorielle présente un avantage par rapport à d'autres associations locales car elle renforce sa capacité à obtenir des dons complémentaires : ressources matérielles et logistiques (entreprises), travailleurs volontaires instruits (secteur éducatif) et garants moraux de la communauté (religieux de confessions diverses). La diversité de sa composition n'évoque pas simplement une efficacité sociale et symbolique, mais aussi une flexibilité structurale et identitaire, dans le sens où elle peut assimiler dans sa structure une véritable diversité d'acteurs et de secteurs sociaux. Pour reprendre les termes des membres de l'association, cette caractéristique est présentée comme une garantie de transparence dans la gestion des dons, et sa base sociale « légitimise » les objectifs de l'association. Dans cette ligne, Antonio, pasteur évangéliste et producteur agricole, premier président du CR-CH, réfléchissait, dans une entrevue, sur la manière dont les deux aspects collaborent pour garantir des retombées sur la société locale qui soient réussies et soutenues dans le temps.

« À bien des égards, ça marche parce que les gens voient et savent qu'il y a différents secteurs unis. C'est voir un pasteur et une religieuse de temps à autre sur une chaîne de télévision ou sur une radio, toujours ensemble, année après année. Voir des enseignants, des entrepreneurs, des gens normaux et courants, des professionnels... Voir des secteurs différents, voir River et Boca⁶ ensemble, voir des péronistes et des radicaux. Ce n'est pas qu'on veuille se donner en exemple pour tout, mais là, nos politiques devraient bien prendre exemple... [...] Je crois que cela aide à la transparence et c'est le point d'inflexion par lequel nous apportons beaucoup à la société. » (Entretien 13/07/2011)

La configuration du CR à partir de personnalités représentant des secteurs distincts a, de la même manière, constitué un avantage à l'heure de distribuer tâches et responsabilités : les entrepreneurs s'occuperont de la collecte des fonds et de la relation avec les donateurs ; les enseignantes, du travail de terrain, des besoins et recensements dans les quartiers, et des présentations aux médias ; les religieux (pasteurs et religieuses) de la distribution des aliments. C'est ainsi que « transectorialité », transparence et efficacité dans la gestion ont cimenté la constitution du RAS de Charata.

Autre trait qui a joué à l'heure de présenter l'association, c'est son essence d'espace œcuménique de construction collective dans le but du bien

6. Noms des deux clubs de football les plus importants d'Argentine, en concurrence pour la première place.

commun, où d'amples secteurs de la population peuvent trouver une représentativité. Ana Maria, vice directrice d'école publique, actuelle présidente du CR régional, nous a expliqué comment la distribution des rôles au sein du CR-CH répondait, d'une certaine manière, aux nécessités qu'ils devaient couvrir depuis le réseau.

« Il y a des personnes dans la commission qui appartiennent à divers secteurs de la société : nous avons des professionnels, des entrepreneurs, des enseignants, des religieux... Et chacun, à partir de son secteur, de son travail et de ce qu'il sait, apporte quelque chose. Je crois que nous fonctionnons bien ainsi parce qu'il y en a un qui pense, l'autre qui demande, un qui agit et que nous avançons tous. » (Entretien 23/06/2011)

Ce positionnement dans le « social » se construit en opposition au « politique », ce dernier étant entendu comme un champ régi par la logique instrumentale, qui s'exprime dans l'obsession pour la « chasse aux votes » et le « clientélisme » ; Ana Maria poursuit :

« On a donc commencé à travailler sur le quartier. [Nous nous sommes dits] : comment faire pour le pénétrer et qu'on ne pense pas que nous allons demander des votes ? Les gens te voient et ils pensent que tu es un politique. Donc nous disons : « Nous venons pour vous apporter du lait, nous allons vous demander combien vous êtes. » C'est Mariana et Choli [deux enseignantes connues par les gens] qui sont allées dans le quartier distribuer du lait aux mères et leur demander la composition de la famille. »

En résumé, les acteurs du RAS de Charata le présentent à travers quatre traits caractéristiques – transectorialité, transparence, efficacité et apolitisme – frontières symboliques qui donnent consistance à cet espace où l'agro exprime sa solidarité pour cette partie de la société « nécessiteuse ».

Les actions développées par le CR-CH ont traversé diverses étapes. Depuis ses débuts en 2004 et jusqu'en 2010, le comité régional a fourni une assistance alimentaire à deux écoles publiques, quatre églises évangéliques, deux foyers pour enfants, trois restaurants de quartier, un atelier pour personnes handicapées, deux communautés indigènes établies en zone rurale, la Red Solidaria et une institution de charité de l'Église catholique. Pour recevoir ces denrées alimentaires, les institutions devaient envoyer une note écrite à la commission directrice du CR-CH, laquelle discutait son acceptation ou son refus au cours de sa réunion mensuelle.

À partir de 2010, le RAS-CH entre dans une phase où il ne distribue plus de denrées alimentaires mais développe des « projets ». L'entrepreneuse fondatrice explique ce changement : « Nous voulions réduire la question alimentaire et faire des projets. Nous ne voulions plus continuer à distribuer de la nourriture. [...] Nous avons besoin d'argent pour d'autres choses. »

C'est ainsi qu'ils commencent à entreprendre des actions dans un quartier périphérique de Charata que nous appellerons Siglo XX [XX^e siècle].

L'acteur territorial :

le quartier Siglo XX à la périphérie nord-ouest de Charata

Le quartier Siglo XX, situé près de trois autres dans la périphérie nord-ouest de Charata, avait au début (2008) un périmètre de six pâtés de maisons ; il s'est ensuite agrandi vers l'ouest (2010) avec 4 pâtés de maisons de plus, et compte actuellement 400 personnes. Avec ses petites maisons basses, à un étage, faites de brique et non blanchies à la chaux, toits de tôle, sans eau courante ni égouts, le quartier présente des rues poussiéreuses, avec peu d'arbres pour se protéger de l'imposant soleil du Nord-Est. Les habitants se déplacent majoritairement en moto ou en bicyclette, en évitant de s'enliser dans le sable quand il fait sec, ou de s'enfoncer dans la boue quand la pluie inonde les quasis trois kilomètres de chemin qui mènent au centre de la ville. Dans ce paysage, on rencontre des chiens, des chevaux, des arbres, des ordures, des tas de gravats, des terrains vagues ; il y a aussi une place avec des jeux pour les enfants et une construction qui ressort par ses dimensions, sa blancheur, la peinture de ses parois et une grande inscription sur les murs extérieurs avec le logo du RAS : c'est la salle polyvalente (SUM) sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Selon le recensement partiel réalisé dans le quartier par les enseignantes du CR-CH en 2010-2011, dans les 6 pâtés de maison lors de la fondation, la population du quartier comptait 281 personnes (71 habitations recensées), le nombre de femmes étant légèrement supérieur à celui des hommes (51 % et 48 %). La population âgée (>70 ans), pratiquement inexistante, comptait un seul cas, alors que les pourcentages les plus élevés se rencontraient dans les groupes de jeunes adultes entre 20 et 39 ans (36 %), d'enfants de 0 à 12 ans (39,5 % du total). Sur un total de 71 logements recensés, se détache une proportion élevée de familles nombreuses (FN), 63 % comptent 4 personnes ou plus vivant sous le même toit (45 FN). Un nombre élevé (22 sur 71) de ces FN se trouve dans des situations particulières : maladies chroniques (épilepsie, cancer, perte progressive de la vue), handicaps (malformations des os, paralysie cérébrale, retard mental), etc. En ce qui concerne l'activité des habitants adultes des deux sexes de plus de 19 ans, on note chez les femmes 11 % d'employées domestiques et de soins aux personnes (enfants et vieillards) et 18,5 % de femmes au foyer. Dans les histoires de vie relatées par les habitants de Siglo XX, la relation entre ces personnes, le travail et la vie rurale est évidente : 67 % de nos interlocuteurs sont issus de zones rurales. Ainsi 72 % ont déclaré venir d'une famille de travailleurs agricoles (avec ou sans propriété de la terre) et 56 % ont à un moment ou l'autre de leur vie travaillé dans le secteur rural. Parmi les tâches qu'eux-mêmes ou

leurs pères ont acquittées, on relève parmi les plus courantes : la cueillette du coton, les soins aux animaux et l'abattage, le désherbage des cultures, la clôture des champs, l'exploitation de la montagne pour la fabrication de poteaux de clôture, de traverses et le charbon.

D'après leurs récits, ce qui caractérise le travail agricole, c'est la dureté des conditions de vie et de travail dans les champs (logements plus que précaires, ou nuits passées exposées aux intempéries, longues journées de travail, efforts physiques avec des conséquences sur la santé, la colonne vertébrale en particulier, etc.), sans compter la précarité des conditions de travail (aux pièces, bas salaires et contrats temporaires) et les rares possibilités pour ces travailleurs et leurs familles d'accéder aux services publics de base (instruction primaire ou services de santé). Nous allons rapporter quelques scènes de cette réalité à travers les paroles de deux habitantes du quartier de Charata : Andrea, actuellement ouvrière dans l'atelier de production textile monté et géré par le CR-CH, et Josefa, élève de l'atelier de couture organisé aussi par le réseau.

Andrea : « Nous avons grandi dans les récoltes, [...] Nous étions quatre sœurs, mon père et ma mère. [...] Ça te fatigue, c'est beaucoup de sacrifices, beaucoup de souffrances [...] et quand la récolte est finie, il n'y a plus rien, on devait partir pour chercher quelque chose à faire [...] Papa et maman faisaient la récolte et nous aussi ; on se faisait un petit sac avec ce qu'on pouvait et on cueillait le coton à la main. Puis on se prenait les sacs et on se les attachait à la ceinture. [...] Au début c'était un jeu, quand j'ai quitté l'école à 11 ans j'ai commencé à travailler pour de vrai et je me faisais un petit peu d'argent. [...] Une fois on était allés désherber du soja avec mon grand-père et ma sœur, qui était enceinte, du côté de Gancedo [...]. Le patron nous avait laissés avec de la marchandise mais il nous a oubliés, et 15 à 20 jours comme ça. Il ne nous restait rien et mon grand-père allait à la chasse à l'iguane, au tatou. Je n'oublierai jamais ce calvaire [...] je devais avoir 10-11 ans. » (Entretien, 15/03/2013)

Josefa : « Je suis de Mesón de Fierro, c'est là-bas que j'ai grandi. Je vivais avec papa et maman, je récoltais le coton à la main, on avait des animaux... [...] On était 12 frères. Quand maman mettait du monde, on avait 10-20 personnes à la récolte et nous les 12 on travaillait, la récolte durait deux mois. On n'est jamais allés à l'école parce qu'on nous envoyait à la récolte et que l'école était loin. [...] Quand l'eau a commencé à monter [mes parents] ont abandonné le champ, les animaux, tout. La région était sous l'eau, et l'eau est restée longtemps, il n'y avait pas moyen que l'eau s'en aille. Ils ne sont plus revenus [...] La maison s'est écroulée. Là ils avaient une petite ferme, après, la municipalité les a aidés avec une petite pièce ». (Entretien, 22/03/2013)

D'après les témoignages recueillis, les conditions de vie et de travail à la campagne constituent l'un des motifs les plus importants de l'exode rural vers la périphérie du conglomérat urbain voisin et de l'abandon du travail agricole pour d'autres métiers, les plus fréquents étant ceux de maçon pour

les hommes, ou de femme de ménage dans le cas des femmes. D'autres motifs de l'abandon de l'activité rurale dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont été signalés par nos interlocuteurs : il s'agit de la grande inondation des années quatre-vingt et de la modernisation de la production agricole pendant les années quatre-vingt-dix. Mario, actuellement employé par la municipalité, et Oscar, maçon, qui habitent avec leurs familles respectives dans le quartier Siglo XX, où le RAS a intensifié sa présence à travers des actions que nous détaillerons plus loin, ont vécu cette transition quand ils étaient enfants.

Mario : « Je suis de Mesón de Fierro, un petit village à 40 km d'ici. On était des petits agriculteurs. On avait des animaux : cheval, vache, cochon. On semait du coton, du maïs, du sorgho. On avait 100 hectares, 30 cultivables, et le reste en montagne [...] Nous avons vendu parce qu'on ne pouvait pas produire davantage. Avant, on travaillait avec des animaux, après les tracteurs sont arrivés et le manque de pluie a fait que nous avons émigré au village. C'était en 97 ou 98. On a vendu et, comme beaucoup le disent, on a donné l'occasion à des gens meilleurs. [...] Des gens qui ont de l'argent et qui peuvent acheter des machines, des tracteurs, ces choses-là. [...] Et aussi, Mesón est à plus de 30 km de Charata et en cas de maladie, si les chemins sont mauvais, tu peux pas sortir de la propriété. » (Entretien, 19/03/2013)

Oscar : « Papa avait une propriété de 100 hectares à Colonia Juan Lavalle, 40 cultivables et 60 de montagne. On semait coton, maïs, citrouille, pastèque, toutes ces choses. [...] Avec la récolte du coton ça allait, mais après il y avait à peine pour manger... [...] Il y a 20 ans nous sommes partis à Charata parce que ça allait mal pour nous, le coton ne valait rien et il ne restait plus rien dans la montagne, on avait coupé tout le bois. On avait cheval, vache, chèvre, poules, mais on ne pouvait pas non plus vivre avec ça. [...] On s'est installés à Charata parce que c'était la ville la plus grande et la plus proche, on pensait donc qu'il y aurait plus de travail là. En 82-83, la colonie a été inondée, tout le Chaco était une mer, c'est pour ça que les gens se précipitaient au village. [...] La terre ne valait pas grand-chose à l'hectare, mon vieux l'a vendue pour rien, à peine de quoi s'acheter une maison. » (Entretien, 06/03/2013)

Comme on le voit d'après ces récits, les habitants des zones rurales se sont déplacés vers les marges de la ville la plus proche, la périphérie de Charata, à la suite des transformations du paysage et de l'économie de la région. Les conditions de vie associées à la petite agriculture familiale, développée sur des superficies autour de 100 hectares, où l'on pratiquait des cultures diversifiées et l'élevage des animaux, ont laissé place, premièrement à l'exploitation des forêts, qui a montré rapidement ses limites, et ensuite, à la mécanisation qui est arrivée avec l'agriculture intensive et la monoproduction du soja transgénique. Nous reconnaissons dans cette restitution historique le processus de « sojarisation » auquel les autorités politiques locales ont fait référence plus haut.

Dans l'ensemble des habitants de ces quartiers périphériques du Nord-Ouest, ce sont les femmes qui se retrouvent le plus souvent en relation avec les membres du CR-CH. Cela est dû au fait que la majeure partie des activités engagées par le réseau sont destinées à une population féminine (atelier de couture, gymnase, foire aux vêtements, cours de cuisine, etc.) ou infantile (jardin d'enfants pour adaptation au niveau préscolaire, atelier de dessin, organisation d'événements et distribution de cadeaux pour le jour des enfants, Noël, etc.), activités qui, dans leur grande majorité sont prises en charge par les femmes (mères, sœurs, voisines, etc.). Cette situation est en concordance avec ce qui a été observé dans d'autres études sur les actions solidaires, humanitaires ou philanthropiques destinées aux populations « marginales » (Guérin *et al.*, 2011 ; Hours, Selim, 2014).

La route du soja solidaire

Le soja comme nourriture

La dynamique du CR-CH s'inscrit dans une temporalité qu'il est nécessaire de restituer pour comprendre le scénario territorial que nous avons rencontré en arrivant à Charata. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'une des principales activités de la section régionale du RAS à ses débuts a été de mettre sur pied un système efficient pour la gestion des dons en soja. La principale intervention de l'action solidaire a donc consisté à convertir les tonnes de haricots de soja données – impropres à la consommation humaine – en produits comestibles. Grâce à un accord établi à partir du siège national du RAS avec un autre acteur de la chaîne du soja (une importante entreprise agroalimentaire), les tonnes de soja furent transportées jusqu'à Rosario pour être échangées contre des denrées alimentaires (pâtes, riz, huile, etc.). Une fois à Charata, la marchandise fut déposée temporairement dans le foyer de jour pour enfants, géré par la religieuse catholique, et dans les dépôts de l'entreprise de Silvina. Finalement, le soja transformé en nourriture fut réparti entre les organismes qui avaient sollicité la contribution du RAS, en fonction de leurs besoins. Parmi les bénéficiaires, on trouve cinq écoles publiques de villages voisins de Charata, un resto du cœur de quartier, la cantine d'un foyer pour enfants, une garderie et deux cantines d'églises évangéliques (*Libro de Actas*, 2003, Feuilletts 2 et 3).

Le soja comme marchandise

Bien qu'il ait permis la construction d'un lien de solidarité, ce circuit soja/nourriture a quand même montré des insuffisances que Silvina nous a signalées dans une conversation à son agence :

« Au début, on envoyait les céréales à XX [nom de l'entreprise agroalimentaire de Rosario] et eux nous envoyaient la marchandise. Une fois nous l'avons déposée dans un magasin que j'avais, mais ça s'est compliqué, c'était très mal commode, pourquoi ? Qui donc allait manipuler le stock ? C'était quasiment un camion de marchandise. Nous avons donc fait affaire avec le supermarché. » (Entretien, 01/07/2011)

Une fois dans le système commercial, l'action solidaire devait trouver des idées pour contourner les difficultés logistiques. Ainsi, le chemin que ces acteurs ont rencontré les a impliqués dans un nouveau maillon économique, les supermarchés locaux.

« Nous avons parlé avec tous les supermarchés. Il y en a un qui nous a fait l'échange sans coût aucun. Par exemple, j'ai besoin d'huile, donc, on le demande au RAS national qui demande à XX [l'entreprise agroalimentaire] un camion d'huile. Nous avons un crédit là. Le camion d'huile, nous le payons avec du soja que nous envoyons, ou avec de l'argent, mais en général avec du soja. Il le reçoit au prix de gondole et nous donne les produits à prix de gondole, il n'y gagne pas et nous, on s'en sort au prix de gros. » (*Ibidem*)

Cet arrangement a supposé une nouvelle transformation du soja : de haricot en marchandise. En effet, l'huile, la farine et les autres articles donnés sont proposés par le supermarché dans ses gondoles, ce qui de cette manière unifie les produits sous une même référence commune : le « prix ». Le soja assume donc la forme marchandise. Avec le soja marchandise, la chaîne de solidarité ajoute un nouvel acteur local (le supermarché). Le dispositif solidaire peut désormais concrétiser un double mouvement, territorial/global, sans entrer en contradiction : en impliquant de nouveaux acteurs locaux, il accroît sa légitimité locale, tandis qu'en introduisant le prix comme référent, il établit un pont vers l'efficacité économique. De cette manière, le dispositif montre sa capacité à articuler deux maillons de manière complémentaire et soumise à la logique entrepreneuriale, propre aux acteurs qui sont à l'origine de ces dons solidaires.

Le soja comme crédit

Une dernière transformation va intervenir à la fin 2004, quand le soja donné assumera la forme crédit :

« Si tu es producteur agricole, tu me donnes tes céréales avec une carte de transport, et moi, qui te l'achète, je te fais une reconnaissance de dette. [Donc] je te dois cet argent. Toi, comme producteur, tu me dis : ne me le paye pas à moi mais au RAS, et tu signes un autre justificatif pour ce voyage, une chose très contrôlée par les impôts. [...] On a commencé à manier de l'argent, parce que nous ne voulions plus faire de distributions alimentaires et nous avons besoin d'argent pour faire d'autres choses. » (Silvina, *ibidem*)

Avec la logique financière, le soja devient crédit ; donc « on manie de l'argent », qui peut être transféré d'un maillon à l'autre de la chaîne solidaire, selon la décision du CR. Cela permettra d'élargir l'horizon du centre régional. D'un côté, le soja-aliment sera réparti entre les institutions qui disposent d'une cantine et qui sollicitent l'aide du RAS ; d'un autre, avec le soja-crédit on pourra utiliser « l'argent pour d'autres choses », c'est-à-dire, rétribuer les collaborateurs qui animent les ateliers et autres activités et contribuent à la transformation des « conditions socioculturelles » des destinataires de la solidarité agricole. Par ailleurs un « bon de marchandise » pour le supermarché est mis en circulation pour rémunérer les personnes qui animent les activités : la professeure de couture pour les femmes et les petites filles, la professeure de dessin pour enfants et adolescents, l'institutrice de l'école maternelle du quartier Siglo XX, les professeurs d'informatique et de jardinage, le maître en artisanat du bois pour enfants, entre autres⁷. De cette manière, sous sa forme d'équivalent universel, la capacité du soja à se transformer en crédit permet au RAS de se positionner comme employeur sur le marché du travail solidaire et, par l'intermédiaire des comportements et des contenus enseignés dans les activités, de former les habitants selon les critères choisis par le CR.

Le territoire de la solidarité : cette altérité qui espère

Les premières actions solidaires que le CR-CH a pu mener à bien grâce au soja-crédit ont été destinées aux habitants du quartier Siglo XX. Elles ont débuté avant la grave épidémie de dengue dans la région, comme le rappelle Ana Maria en nous expliquant les critères qui ont conduit au choix de cette population :

« Nous nous sommes dits : nous allons faire un travail social dans un quartier et nous avons choisi celui-ci parce que c'était un quartier jeune, nouveau, avec des gens jeunes, des enfants en bas âge et nous considérons que quand il y a des enfants et des personnes qui sont jeunes on peut changer certaines attitudes, comportements... Ou leur donner une orientation pour améliorer leur forme de vie. » (Entretien, 23/06/2011)

Le rôle de coordination que le RAS a assumé pendant l'épidémie de dengue lui a ouvert la possibilité de développer ses actions dans le quartier :

« L'époque de la dengue est arrivée et nous avons travaillé avec la dengue [...]. Nous nous sommes rendu compte que ces gens n'avaient pas de quoi stocker l'eau parce que, pour se protéger de la dengue, nous leur avons dit qu'ils ne devaient pas

7. Les professionnels de santé (médecin, odontologiste et orthophoniste) qui soignent les personnes provenant des quartiers et des écoles où intervient l'association, sont les seuls collaborateurs qui ne perçoivent aucun type de rétribution du RAS.

utiliser certains récipients, mais ils n'avaient que des seaux pour garder l'eau. Il s'est agi d'obtenir, avec la municipalité, que chaque famille ait sa citerne d'eau avec un couvercle... Et c'est comme ça qu'ils nous ont connus. Ensuite l'été est arrivé et on se disait, ces pauvres gens, avec leurs petites maisons, comment vont-ils se cacher de la chaleur et comme nous avions de la toile solaire [...] quelqu'un a eu l'idée d'en faire une galerie. [...] Puis nous avons donné un arbre à chaque famille pour le planter sur le trottoir. » (*Ibidem*)

Pour organiser la livraison de la toile solaire et des arbres, les membres enseignants du CR-CH ont commencé par inviter les habitants dans la maison de Doña Nora. Cette habitante, native de Santiago, mère de 11 enfants et grand-mère de 21 petits enfants, avait, vingt ans auparavant, quitté son mari avec qui elle vivait à la campagne, à cause des mauvais traitements qu'il lui infligeait. Avant l'arrivée du RAS, l'un de ses fils, maçon, avait noyauté et organisé la négociation pour une baisse du prix de l'électricité avec le candidat opposé au maire. Jusqu'à la construction du SUM, les réunions se faisaient chez Doña Nora qui est devenue l'interlocutrice privilégiée des institutrices dans le quartier.

La proposition du CR-CH était de déposer le matériel et que les habitants s'engagent à participer aux réunions pour prendre conseil sur la manière correcte de poser la toile, de réceptionner les matériaux que distribuait le CR-CH et de faire le travail. Pour l'arborisation du quartier on procéda de la même manière.

Comme Doña Nora avait affermi sa position d'interlocutrice de l'association, quand le CR eut intercédé auprès de la municipalité pour l'installation d'une citerne d'eau potable de 5 000 litres dans le quartier, la cour devant sa maison fut l'endroit choisi pour installer ce grand symbole de richesse. Doña Nora devait se charger de faire respecter les horaires de tirage de l'eau et la quantité de litres par famille, en accord avec ce qui avait été décidé par la municipalité.

Dans cette nouvelle initiative menée par le CR-CH nous voyons apparaître un nouvel acteur : la municipalité. Les diverses actions que nous avons observées ou que nous ont racontées les habitants du quartier et les membres du CR-CH mettent en scène ce couple.

En 2011, une nouvelle initiative du CR-CH, la construction d'un bâtiment plurifonctionnel à usages multiples (SUM) face au bâtiment 4 (centre du quartier) a impliqué de nouveau les trois acteurs : la municipalité de Charata a cédé l'usage d'un terrain de 300 m² pour 20 ans et a délégué un groupe de six à huit employés municipaux (des maçons) pour sa construction ; le CR-CH a financé les matériaux ; les habitants du quartier et des volontaires d'une église évangélique ont collaboré à la construction. Finalement, en 2012, cette grande bâtisse de deux étages et quelque 120 m² de surface

couverte était terminée et elle s'impose face à l'ensemble des petites maisons qui l'entourent, affichant par sa matérialité une distinction symbolique pour les habitants. Le bâtiment est pourvu d'une alarme contre le vol avec détecteur de mouvement, connectée au commissariat de la ville et, lors de notre dernier séjour, ils demandaient un budget pour la pose de grilles aux fenêtres. Le rez-de-chaussée est constitué d'un grand salon, d'une cuisine, d'une petite pièce utilisée comme bibliothèque, de toilettes et d'une remise. Le salon accueille des fêtes (des activités à l'occasion de la Journée de la femme par exemple), l'atelier de dessin pour enfants et adolescents et le projet de préparation préscolaire. Il est meublé de tables et de chaises en bois pour les adultes et les enfants, pourvu d'un centre musical avec tout le matériel et les jeux nécessaires. Sur ses parois blanches, on voit des images avec des motifs infantiles, un tableau avec la liste des projets du RAS en cours dans le quartier, un organigramme avec les fonctions et les noms respectifs des membres du comité directeur, quelques photos d'événements, et de grands panneaux de 1,70 mètre de haut à la gloire du RAS et de ses activités. La cuisine est pourvue d'un réfrigérateur, de bacs de lavage, et d'une cuisine à gaz mais n'a pas d'installation d'eau. Ici on enseigne à préparer des plats à base de soja et on donne les bases de la nutrition (comment faire un régime équilibré, etc.) aux femmes du quartier, entre autres choses. En effet, sur un angle de la table on trouve le livre de recettes *Sojita y Sojito*, élaboré par le RAS et SOJARES, qui enseigne les bienfaits nutritionnels de la légumineuse, les particularités de sa préparation et quelques recettes de plats à base de soja. Dans la remise, on garde des caisses et des sacs de vêtements donnés pour l'organisation de vide-greniers et des produits d'entretien, quoique cette pièce soit destinée à devenir, plus tard, une salle d'eaux. Enfin, une petite pièce, qui communique avec les W.-C., la remise, et le salon, fonctionne comme « bibliothèque ». Là, sur une étagère de métal de petites dimensions et une planche de bois appuyée contre la paroi, on trouve de la littérature enfantine, quelques dictionnaires et des encyclopédies, des revues scolaires et divers exemplaires du livre de cuisine *Soja y Sojito* que nous avons mentionné.

À l'étage, se trouve un atelier de couture tout monté et qui fonctionne. Pourvu d'air conditionné, il est équipé de onze machines à coudre avec des fonctions distinctes, du matériel et de l'outillage nécessaires à la couture. Sur le mur du fond, au centre et en continuité spatiale avec la table où s'assoient élèves et couturières, on observe un panneau décoré avec des boutons au nom de l'atelier textile qui fonctionne là : « En cousant le futur », lequel rappelle le nom du programme « Semillero del Futuro » [graine du futur] de l'entreprise Monsanto qui a financé une partie de l'équipement. Sur une autre paroi de cet étage, on trouve quelques photos des femmes inscrites à l'atelier et un poster, fait par le RAS, qui restitue, à travers un graphique

stylisé, les maillons qui composent la chaîne solidaire : le premier maillon est représenté par une photo du grain de soja donné, qu'une flèche rapproche d'un camion qui le transporte, et ainsi, à travers les flèches se connectent les étapes successives, jusqu'au maillon ultime, une photo qui montre les femmes de l'atelier face à leurs machines à coudre. C'est ainsi que le poster cristallise une image qui se présente comme une totalité, comme le fait social de la rencontre entre l'agro-donateur et les personnes donataires.

Outre l'usage du terrain et les dons en matériel et en main-d'œuvre, le CR-CH a obtenu de la municipalité qu'elle embauche deux femmes (Doña Nora et Marita) pour la maintenance du SUM et qu'elle construise en face du bâtiment une place avec des jeux pour les enfants de toute la zone (quatre quartiers).

Le projet de construire une « salle pour le quartier », un espace « de tous » et « pour tous », où les habitants pourraient organiser des événements et des célébrations sociales, parmi lesquelles on peut citer les fêtes d'anniversaires, les mariages, des réceptions, etc., a constitué une motivation importante. Cependant, une fois le travail terminé, la manière d'utiliser ce salon est devenue un objet de controverse :

« Avant, les réunions se faisaient chez Doña Nora, c'est là qu'on nous a donné les petites citernes pour l'eau. Ils nous demandaient ce qu'ils pouvaient faire pour le quartier. Je me souviens que j'ai demandé à la dame qui est la directrice de l'école : est-ce que par votre intermédiaire on peut demander du gravier ? Parce que les gens vont travailler et la boue... Et c'est là qu'on a demandé du gravier. C'était agréable parce qu'on parlait et on disait les choses. Après je ne sais pas ce qui s'est passé. Ça a changé avec la salle. J'ai su qu'il y avait de la couture quand il n'y avait déjà plus de place. Après, ma fille voulait aller au dessin et là non plus [...] Quand ils allaient faire le SUM, ils nous ont dit qu'on pourrait l'occuper pour des anniversaires, un dîner, et même si un parent décède et qu'on n'a pas de lieu, on peut l'utiliser. Quand l'anniversaire de [mon fils] est arrivé, j'ai demandé à Marita, tout était encore ouvert, il n'y avait pas de fenêtres, rien. Elle m'a dit que les gens du RAS ne voulaient pas. Une année plus tard, je suis revenue demander et on m'a redit qu'ils « ne voulaient pas pour un anniversaire ». Ils disent qu'ils ont des choses et ça. Et j'en suis restée là. » (Entretien, 23/03/2013)

Comme cette habitante, les commentaires sur les décisions à propos de comment et qui utilise le SUM montrent que cet espace est devenu un symbole pour les habitants : qui fait quoi avec le SUM semble conférer un statut et marquer une appartenance.

En plus de générer une série d'activités à l'intérieur du SUM par le moyen desquelles des liens sociaux se construisent entre les habitantes, le RAS intervient auprès de la municipalité afin d'obtenir diverses « améliorations » pour le quartier. Ce qui fait de lui un acteur clef dans le paysage social de ces quartiers périphériques.

Une habitante du quartier Siglo XX : « Nous ne pouvons pas nous plaindre du maire. Ni du maire, ni des gens du RAS, parce que là il y a beaucoup de connaissances du maire et qui allaient le voir et lui disaient et aussitôt ils arrangeaient tout le quartier. Pour moi j'ai l'impression que c'est par les gens du RAS que nous avons tout ça. Parce que si c'était de nous seulement, peut-être ils nous auraient pas donné comme ils nous ont donné. Mais ceux du RAS y allaient et présentaient la note à la muni et tout était vite réglé. Et il y a autre chose c'est que nous, à Siglo XX, on est travailleurs, tu vois, nous sommes tous pauvres mais pas agressifs, vocabulaire poli, nous sommes tous des familles tranquilles. Parce que je connais le quartier derrière, le Gral. Lavalle, je ne sais pas quel âge a ce quartier mais il ne s'améliore en rien. Pourquoi ? Parce que toutes les femmes, les familles, la seule chose qu'ils sachent faire c'est te dénoncer, sortir des couteaux pour te menacer... C'est pas possible ! [...] Ce quartier a beaucoup augmenté. Ils nous ont mis un canal à nous en premier et eux n'ont pas de canal, tu sais comment ils se sont mis en colère ? Ils sont allés à la télé, ils ont dit un tas de choses : que Siglo XX ceci, que Siglo XX cela ! » (Entretien, 10/03/2013)

Cette position différente de Siglo XX est confirmée par les habitants des trois quartiers voisins qui l'appellent « l'élú » parce qu'il jouit d'avantages refusés aux autres :

Une habitante du quartier Gral. Lavalle : « Toutes les fois qu'ils aident c'est toujours Siglo XX. [...] Mais il doit y avoir toujours quelqu'un qui tire un peu pour ici. Pas tout par là. À un moment, il y a un an on a su qu'ils donnaient des vêtements pour les enfants, qu'ils aidaient, qu'ils donnaient des aliments. Mais ils donnaient [au quartier Siglo XX] comme s'ils étaient des élus. » (Entretien, 13/03/2013)

Conversation avec une habitante et un habitant du quartier Consuelo :

Habitant : « Le quartier Siglo XX est le dernier construit et pourtant il a le câble, du gravier, il a tout. Et ici ils ont mis du gravier seulement aux élections. »

Voisin : « Nous ici, on est les laissés pour compte ! Les abandonnés ! » (13/03/2013)

Ainsi, qu'il s'agisse des habitants du quartier Siglo XX ou des regards que portent sur lui les quartiers avoisinants, également périphériques, les frontières symboliques et matérielles entre ce quartier et les autres dessinent une territorialité dont la dynamique répond à la volonté de l'action solidaire.

En même temps que des initiatives liées aux conditions « matérielles » d'existence, le CR-CH a mené des actions orientées vers l'amélioration des « conditions socioculturelles » (*Libro de Actas*, Acte n° 1, Feuillet 4 et 5) des personnes assistées. Par exemple, au cours de l'enquête, nous avons relevé des conversations, des rencontres et des ateliers traitant de thématiques nutritionnelles, de santé, d'hygiène, où se notait le changement dans la manière de s'habiller, de communiquer, de se nourrir, d'éduquer les enfants ou de s'intéresser au développement de ses dons personnels et de ses connaissances. Dans ce contexte, le CR-CH promeut un programme

d'activités éducatives coordonnées par une institutrice maternelle, destiné à des enfants de moins de 4 ans, ainsi qu'un suivi odontologique gratuit pour les enfants d'âge scolaire, assuré par les tournées d'une odontologue de Charata ; le CR-CH organise aussi l'atelier de production textile « En cousant le futur⁸ » et un atelier d'apprentissage de la couture ; et des foires aux vêtements avec des prix symboliques.

Nous avons signalé que, grâce à la financiarisation du produit solidaire, le RAS a pu intervenir sur les conditions socioculturelles des destinataires de ses actions. Les liquidités obtenues par le soja sous forme de crédit lui permettent d'intervenir pour « améliorer le développement social et culturel » des « secteurs marginaux ». Dans ses initiatives solidaires, le CR-CH gère la transformation qui va du soja à l'aliment et ensuite au crédit, mais en outre il redirige le soja-capital vers les destinataires en fonction de valeurs morales sur la base desquelles il classifie ceux qui méritent (ou non) de recevoir la solidarité de l'agro.

Le geste solidaire qui commence avec un don est réinscrit dans un dispositif qui cherche à intervenir dans les quartiers marginaux, en finançant des activités selon des plans de « développement » sanitaire, urbain, éducatif, etc., décidés par un groupe de notables locaux réunis dans la commission directrice du RAS-CH. Un exemple de cette moralisation du soja est constitué par le « Projet de santé buccale » dans lequel s'articulent divers espaces institutionnels et acteurs sociaux.

Les bouches fermées grâce à la solidarité de l'agro

Dans l'école de la ville la plus proche du quartier où postérieurement ils focaliseraient leurs actions, les enseignants rencontraient des enfants qui se plaignaient de douleurs, le plus souvent de dents malades. Les enfants qui demandaient un soulagement contre la douleur, montraient aux enseignants des « bouches qui donnaient envie de pleurer » (Ana Maria, vice-présidente de l'école, entretien 23/06/2011). Devant cette situation, et en accord avec le directeur de l'hôpital provincial, on aménagea un espace pour qu'une odontologue « mette la bouche des enfants en condition » (*ibidem*). L'usage du local médical, offert par l'hôpital, et le travail de la professionnelle sont gratuits, les matériaux pour les traitements sont fournis par les fonds du CR. Une bouche soignée est une « bouche fermée », selon l'expression utilisée

8. Une partie du financement pour l'installation de l'atelier de production textile a été octroyée en 2012 par le programme « *Semillero del Futuro* » [Semis du futur] de l'entreprise Monsanto SA. Cinq femmes du quartier Siglo XX travaillent dans cet atelier sous la direction d'une couturière professionnelle (qui dirige aussi l'atelier d'apprentissage), du lundi au jeudi, 8 heures par semaine. Les gains de la vente de la production à la pièce (par quantité de pièces produites) sont répartis en fonction de ce qu'a décidé la commission du CR-CH.

par les enseignants du RAS-CH pour se référer aux cas où les traitements des dents affectées avaient été réalisés (Cahier de terrain, 26/08/2010).

Les enseignants organisent aussi des discussions de prévention dirigées par les odontologistes où l'on distribue des brosses à dents et autres produits comme du dentifrice ou du fil dentaire donnés par le RAS, des pharmacies locales ou des chaînes de pharmacies nationales. Au cours de l'observation d'une discussion de prévention dans une école rurale réalisée en 2011, les brosses à dents avaient été offertes par une chaîne de pharmacies et de parfumeries d'envergure nationale. À la démonstration du brossage des dents et de l'usage du fil dentaire, derrière la table qui servait d'estrade et où était présenté le matériel odontologique, sur le mur principal du salon de l'école, il y avait une affiche avec des lettres en couleurs qui disait « Grâce à XX [nom de la pharmacie] ». Des deux côtés de la table, deux bannières du RAS de la hauteur d'un homme (1,70 mètre) promouvaient les activités de l'association.

En analysant milieux, acteurs et objets connectés par cette « action solidaire en réseau », nous notons la présence d'institutions publiques et privées, de marchandises et de consommateurs, de maladies et de traitements ; en somme, de bouches infantiles assistées par des professionnels dans des hôpitaux publics, qui utilisent du matériel payé par le soja-capital grâce à la décision prise par les membres du CR-CH. Entre 2004 et 2011, ils ont réalisé 40 « bouches fermées ». Cette métaphore est utilisée pour évoquer l'état de santé, de bien-être. Les enfants qui aujourd'hui ont des « bouches fermées » ne souffrent plus, ils sont guéris. La santé de celui qui ferme. La solidarité qui ferme des bouches. La bouche fermée comme résultat du geste solidaire ? Que renferment ces bouches par lesquelles a transité « l'action en réseau » ? La bouche fermée est-elle le contre-don destiné à l'agro-donateur ? L'action du RAS-CH connecte le don de l'agro et les règles sanitaires quotidiennes que la population marginale doit incorporer, montrant ainsi sa conformité avec les valeurs de santé promues par le RAS-CH. Les populations destinataires de l'action sanitaire expriment leur reconnaissance pour les dons reçus par le respect des normes de conduite. C'est ce que souligne l'institutrice maternelle du projet d'adaptation au préscolaire qui fonctionne au SUM du RAS-CH, comme le montre le paragraphe suivant, extrait du cahier ethnographique :

« Le premier jour de classe du « petit jardin » pour enfants de 3 et 4 ans, le SUM était bondé. Les 15 enfants étaient accompagnés par leur père ou leur frère aîné. L'institutrice maternelle retraitée chargée du projet d'adaptation au préscolaire a commencé en expliquant que son travail consistait à « enseigner des habitudes, un langage et la socialisation » aux enfants et à les impliquer dans la reconnaissance au RAS. « Vous savez que j'ai commencé à travailler dans les cours du quartier, exposée aux intempéries, maintenant que nous avons cette salle magnifique, la meilleure

manière de remercier le RAS pour tout ce qu'il nous donne est de ne pas manquer, d'être ponctuels et de prendre soin des choses et de ce merveilleux SUM qu'ils nous ont fait. » (Cahier de terrain, 6/03/2013)

La non-adhésion à ces valeurs s'exprime dans des comportements qui sont vus comme anormaux, antisociaux, destructeurs. Le non-respect de ces normes de comportement autorise donc des sanctions, qui peuvent aller de l'avertissement au retrait de l'aide offerte, selon le degré de gravité de la transgression. La réciprocité (bien que certainement pas symétrique) entre le donateur et le donataire se place donc sur le plan moral. C'est ainsi que le manque de réciprocité de Maria, une résidente du quartier Siglo XX, a mérité un traitement spécial lors de la réunion mensuelle de la commission directive régionale. Maria est mère d'une petite fille atteinte d'un cancer ; les conditions de logement de la famille – composée uniquement de la mère et de sa fille – ont, au cours de leur recensement du quartier, attiré l'attention des institutrices du centre régional qui ont insufflé une série d'actions en mobilisant le réseau de relations de l'association. Elles ont mis la petite fille en rapport avec un jeune médecin qui collaborait avec le centre régional pour assurer un suivi de la petite ; le CR-CH a financé l'installation d'un système de puisage d'eau et d'un W.-C. dans le logement qui, jusqu'alors ne disposait que d'une latrine séparée dans la pièce ; elles ont aussi obtenu de la municipalité l'octroi de subsides à cette famille. Le fait choquant est survenu quand, à l'occasion du versement de ces subsides, la mère a dérobé le portable d'une employée de la municipalité. C'est dans un climat d'indignation que le fait fut exposé à la réunion mensuelle de la commission. Après une discussion sur la faute de Maria, on a demandé au pasteur de dire ce qu'il fallait faire : « Il n'y a qu'à parler avec elle pour qu'elle comprenne que, si elle continue avec ce comportement, toutes les portes se fermeront, elle perdra la confiance des gens qui l'aident. » (Cahier de terrain, 11/07/2011). Le verdict du religieux nous amène de nouveau la métaphore de la fermeture ; ce sont des portes au lieu de bouches, mais le registre moral qui encadre l'interaction solidaire réapparaît. Renouvelant le message émis par l'institutrice maternelle, les donataires doivent montrer par leurs actes leur participation à ce registre.

Un autre type de réciprocité attendu par le CR-CH est que les donataires doivent être à disposition, garder toujours la porte ouverte pour les membres du RAS. Au cours de l'une de mes premières visites dans le quartier, en compagnie de l'une des institutrices, on nous a montré l'intérieur d'un logement et les travaux effectués et pris en charge par le RAS alors que la propriétaire habitante (la mère de la petite-fille atteinte d'un cancer) n'était pas présente.

Ces nouvelles dimensions de la chaîne solidaire qu'articule le soja montrent une transformation nouvelle et très sophistiquée : le haricot protéiforme aide à calmer la faim des corps et aussi des âmes, car il contribue au développement de comportements moralement corrects. Les mutations successives du soja permettent non seulement de soigner les corps (caries, cancers, etc.), mais travaillent aussi à « l'amélioration des conditions socioculturelles », c'est-à-dire la réincorporation des hommes, des femmes et des enfants « défavorisés » dans le corps social « sain ».

L'acte fondateur du geste solidaire pour lequel le soja-grain est retiré par les entrepreneurs du commerce agricole des *commodities* pour être donné aux secteurs nécessiteux, jouit d'un statut moral qui habilite le gestionnaire du don (ici, le CR-CH) à exiger du destinataire, en contrepartie, un comportement moral correspondant. C'est aussi à partir de cette position morale que le réseau solidaire s'adresse à l'administration municipale pour solliciter sa collaboration dans les initiatives destinées aux quartiers périphériques. Construit en dehors du champ politique, le geste solidaire suspend les asymétries de classe et de pouvoir qui caractérisent les acteurs de cette rencontre, pour les restituer dans leur individualité en tant qu'*être moral*.

En guise de réflexion finale

Nous avons observé comment l'interaction solidaire inaugurée par le réseau de l'agro fait jouer au soja un rôle de médiateur entre le donateur et le donataire, en construisant un dispositif de gouvernementalité des territoires stratégiques pour le commerce agricole. L'expérience du RAS-CH s'inscrit dans une temporalité dans laquelle le projet original a connu des changements centraux dans sa dynamique. Dans un premier moment, le geste fondateur constitue le soja comme aliment fourni en dehors du marché. Dans cette opération, le RAS-CH reproduit (et connecte) l'une des principales entités du discours qui soutient le modèle du commerce agricole, à savoir que l'Argentine est l'un des principaux fournisseurs de denrées alimentaires du monde, d'un côté, et que la production de soja, comme on le sait, n'est pas destinée à la consommation humaine, d'un autre côté. Grâce au soja dosé et transformé en aliment pour les habitants de Charata, le RAS-CH remplit le devoir moral auquel Jorge Cazenave (un entrepreneur agricole de référence au niveau national et international) fait publiquement référence :

« Le monde espère de l'Argentine qu'elle occupe sa place dans la production alimentaire [...]. Nous adapter au monde qui vient est de notre responsabilité, indépendamment des idéologies. » (*La Nación, Suplemento Campo*, 20/06/2009, p. 7)

En dehors du marché et des idéologies, le don de soja se construit comme un acte solidaire producteur de nourriture pour une population qui a faim. Avec cette première figure du hiéroglyphe fétichiste, l'origine du soja et son destin commencent à construire une autre géographie sociale : les effets des conditions de sa production dans le cadre d'un modèle concentrateur qui expulse la population rurale, sont corrigés par les effets des actions solidaires de ceux qui pilotent le modèle.

Dans un deuxième moment, le soja revient à la logique du marché à travers sa transformation en produit de supermarché, dont la référence est le prix. À partir de cette nouvelle forme, le soja permet d'ouvrir l'accès à plus de biens et de services, améliorant la qualité de vie des populations destinataires. Il habilite ainsi les gestionnaires du don à imposer des contenus et des pratiques conformes à leurs critères, et à les étendre aux habitants des quartiers périphériques. Cependant, la limite de cette forme du soja est son installation sur les gondoles du supermarché, en tant que marchandise.

Ce n'est qu'avec la troisième transformation du soja donné, converti en crédit à recouvrer sous différentes formes, que le dispositif arrive à se désincarner complètement. En tant qu'argent, le soja-crédit sert à payer un collaborateur en contrepartie de ses services, ou à construire un SUM au milieu du quartier Siglo XX. L'usage des services, des espaces ou des produits payés avec le soja-crédit se convertit en dette pour celui qui en a bénéficié. Une dette dont le règlement s'inscrit dans le registre comportemental : le créancier attend un bon comportement en contrepartie de son avance. De cette manière, la dette du destinataire pauvre est acquittée sur le plan moral.

Cette moralisation du soja est la seconde figure du hiéroglyphe du dispositif solidaire : le donataire est en dette avec le RAS-CH, qui a pu mener ces actions solidaires grâce au soja-crédit. La base sociale qui reconnaît l'action de « bien » réalisée par le RAS, et qui est composée par la population « périphérique » de Charata, se voit réintégrée au centre de cette société en tant qu'elle est reconnue comme donataire.

D'une manière générale, les sentiments mis en jeu par les habitants au cours de nos échanges nous permettent d'observer comment le CR-CH a fini par se constituer en acteur symbolique central sur le terrain de l'habitat des quartiers périphériques de Charata. Le pouvoir de faire d'un quartier un quartier « élu » fait de ce dernier un objet d'envie pour les autres. C'est ainsi que s'installe une logique sociale propre à la dynamique solidaire : le destinataire du don est aliéné dans une position d'attente, dont l'action la plus importante se résume dans la demande. À partir de cette position de récepteur, il ne lui reste plus qu'à attendre le prochain don et à évaluer s'il couvrira ses attentes. Ainsi, les changements dans les dynamiques de la

relation donateur-donataires sont interprétés dans la logique de la bienfaisance :

« Ce sont des gens qui sont bons qui sont venus. Aucun n'est venu par intérêt, au contraire, ils apportent des choses, ils les sortent de leur sac. [...] Ils sortaient de leur travail et allaient, maison par maison, pour nous laisser un sac de marchandises, huile, toutes ces choses. » (Habitante du quartier Siglo XX, Entretien, 23/03/2013)

Ainsi, à travers une chaîne complexe construite par le RAS, qui va du grain de soja jusqu'à l'édification d'un système de valeurs, la commission directive a mis sur pied un dispositif dans lequel se sont articulés acteurs, besoins, capacités et marchandises. Les diverses initiatives évoquées jusqu'ici s'intègrent dans ce dispositif de gouvernementalité (Foucault, 2006), assurant l'articulation des aspects matériels et symboliques en alignement avec le commerce agricole. En partant de la matérialité du haricot de soja, on a parcouru le chemin de sa métamorphose pour arriver à l'ordre symbolique soutenu par le RAS, en montrant comment la structure solidaire arrive à articuler la dimension morale et la dimension économique dans la chaîne d'actions dans/du réseau de l'agro solidaire.

Cette intégration apporte avec elle l'apprentissage d'un comportement correct, transmis dans le cadre des activités de « développement social et culturel » conduites par le RAS dans le quartier Siglo XX. De cette manière, la société désirable à laquelle aspire la base sociale ainsi conformée est en continuité avec le modèle du commerce de produits agricoles. Les paroles d'une habitante du quartier, qui a appris à coudre et travaille dans l'atelier de production textile qui fonctionne au SUM sur initiative du RAS-CH, résumant cette double fonction du dispositif qui note le comportement physique et moral de l'individu :

« Tous ces gens du RAS sont bons avec nous, au moins ceux du quartier ici, ils sont bons, ils nous aiment. Quand nous avons besoin de quelque chose, nous le leur demandons et ils sont là pour nous apporter un mot ou nous enseigner quelque chose. [...] On se raconte, entre nous toutes, et on dit si c'est mal ou si c'est bien, on se donne des conseils entre nous cinq. La prof Carmen, elle est très gentille, elle nous dit ce qui est bien, ce qui est mal, elle nous enseigne elle aussi. » (Entretien, 03/03/2013)

Outre le travail de construction d'une subjectivité avec des valeurs « correctes », la rencontre solidaire ouvre un espace solidaire d'interaction qui, malgré un objectif de transformation de la réalité, se situe en dehors du « politique ». Durant notre premier séjour à Charata, en 2010, le maire, et Carlos, ingénieur agronome et alors trésorier du CR-CH, nous ont expliqué l'importance et les raisons de cette articulation :

Le maire : « Nous devons appuyer les gens du RAS parce que les actions qu'ils développent sont remarquables. Le RAS travaille dans un quartier très nécessiteux

[...] et ces gens-là arrivent quand l'État ne peut plus le faire. Nous devons les appuyer.

Carlos : Et sans l'appui de la municipalité, c'est de plus en plus dur, parce que premièrement les gens ne nous laissent pas faire parce qu'ils pensaient que nous étions des politiques. Mais quand ils se sont rendu compte que nous n'avions pas de drapeau, ils se sont ouverts. L'appui du maire est important parce que soit il parle du RAS, soit il nous donne des sacs de ciment.

M. : Ce qui se passe c'est que si c'est le maire qui leur apporte quelque chose, ils pensent que tu fais de la politique. [...] Pour cela nous allons continuer à travailler avec le RAS, parce que nous nous rendons compte qu'il fonctionne. » (Fragments du cahier de terrain : municipalité de Charata, 31/08/2010)

Depuis ce territoire « du bien », les acteurs de la solidarité se constituent soit en médiateurs entre la « société » (dans ce cas, incarnée dans les habitants du quartier) et le monde politique (partis politiques, fonctionnaires de gouvernement, etc.), soit, à partir du modèle de l'efficacité entrepreneuriale, en coordinateurs des deux pôles. La position de médiateur comme celle de coordinateur se construisent d'après ce qui caractérise l'acteur solidaire en tant que « neutre » qui n'a pas d'intérêts mesquins, en contraste avec la figure du « politique » qui ne cherche que des « votes » pour garantir ses privilèges.

À travers le RAS, le pouvoir politique assure (subrepticement) sa présence dans la périphérie de sa société. Devant la nécessité de se travestir en « apolitique », l'État dans sa version locale et imaginativement plus « proche des gens », c'est-à-dire, la municipalité, mène des actions de développement en les sous-traitant aux acteurs « de la société civile » (dans ce cas, le RAS). Comme nous l'avons vu, la logique du dispositif solidaire englobe ainsi les politiques publiques dans les « projets » que le Réseau détermine. Ainsi les clivages politiques (appartenance à un parti...) deviennent anachroniques et justifient de nouveaux critères d'alignement, dans le cadre d'une « société civile » post-politique. Avec cette « privatisation de l'action de l'État » (Hours, Selim, 2014), les habitants d'un quartier comme Siglo XX se voient interpellés par des organisations comme celle que nous observons, dont la légitimité pour amener des changements et intervenir dans le tissu local dérive à la fois de l'ordre global – l'économie politique du soja – et de l'ordre local – la délégation d'autorité de l'État municipal. Ce dispositif d'action solidaire est donc, non seulement un mode de production de la base sociale du modèle *agronegocios* (ceux qui reçoivent des bénéfices) mais, par sa logique postpolitique, assure l'hégémonie du modèle en neutralisant idéologiquement les acteurs sociaux qui pourraient agir comme des agents de changement (dans la mesure où ce sont eux qui ont souffert des conséquences négatives de la progression d'un tel modèle

agricole). En d'autres termes, le développement matériel et subjectif dans les territoires périphériques du système est mû par la logique de l'efficacité entrepreneuriale incarnée dans la Red Agro-Solidaria, conjointement avec la dynamique de l'agro comme commerce. Comme le signale Monique Selim (2014 : 183) « [Pour tous deux] le partage est devenu un ressort du marché, l'échange, une modalité du capitalisme, la finance un instrument de la solidarité. Ces nouvelles cartes bifides de la société civile globale entraînent tout un chacun à participer au jeu, à en inventer des règles, à s'y investir. » Cette (re)totalisation cherche à dépasser illusoirement l'antagonisme de classe ; il s'agit de la troisième figure du hiéroglyphe fétichiste introduit par la « rencontre solidaire ». Nous avons vu clairement ce mouvement de réification avec le geste cristallisateur du poster dont l'objectif est de représenter la chaîne solidaire : cette image illustre bien le projet de domination en présentant deux acteurs avec des intérêts antagonistes comme les parties d'une totalité sociale.

Néanmoins, l'agora postpolitique, dont la constitution en alter ego de l'entreprise espère assurer la bonne gouvernance des périphéries du capitalisme globalisé, se voit interrogée par ceux-là qui en restent exclus, ceux qui réintroduisent la politique, même si ce n'est pas avec les outils de la compétence ; en effet, la « bonne politique » apparaît dans ce dialogue comme une forme d'expliquer pourquoi on est dans la périphérie de la périphérie, revendiquant ainsi ledit critère comme valide :

Habitante : Cela fait trois ans que j'ai commencé [...] avec la cantine populaire. [...] Maintenant je ne sais pas jusqu'à quand nous allons durer parce qu'ils ne donnent rien. [...] Il n'y a pas un groupe de quartier. Moi je le faisais, j'avais un groupe de filles, mais elles ne veulent plus marcher, la seule qui marche c'est moi. Et parfois ça te fatigue de devoir marcher pour tous. Moi je dis : je ne marche plus pour vous, je préfère marcher pour les pauvres petits [...]. Avec mon amie nous avons commencé avec le goûter, pas plus [...] tellement la demande de manger des enfants était grande.

Anthropologue : Les gens du RAS ne t'aident pas ?

H. : Ils nous ont aidés une fois, mais après... [...] Nous, on n'est pas du genre à insister. Si vous voulez donner, quand vous avez une entreprise aussi grande, vous allez prendre sur vos propres moyens, et dire « je te donne ça ». [...] Nous l'avons demandé au [maire], [il] est en train de faire des travaux en face, le SUM, et nous, il ne veut pas nous aider parce que nous faisons de la bonne politique. Eux, ils pensent que nous faisons de la bonne politique. Parce que la politique en soi, c'est quand tu donnes sans intérêt. Ma politique c'est de donner sans intérêt, sans recevoir rien en échange. [...] Eux, ils ne veulent pas m'aider parce que je ne veux rien recevoir et que je ne veux pas les aider non plus, parce que je ne veux pas que ce soit municipal, ni kirchnériste, ni rien. (Entretien, 12/03/2013)

Dans ce fragment de conversation avec cette habitante de Siglo XX qui, avec une autre du même quartier, a pris en charge un resto du cœur pour 88 enfants ⁹, la tension entre les trois logiques d'interaction évoquées tout au long de ce chapitre par les habitants du quartier Siglo XX est bien mise en scène : la logique du donateur-donataire, celle de la postpolitique, et celle des habitantes qui « marchent », cette dernière nous montrant la pression subie par celui qui construit un lieu de résistance en édifiant un espace d'autonomie extrêmement fragile quoique persistant. De cette manière, les destinataires des actions solidaires, en faisant jouer les éléments que le dispositif expulse (comme la dimension politique des pratiques sociales ou les comportements « mauvais » et/ou « immoraux »), parviennent à construire des espaces d'interaction non subordonnés, en cherchant un type d'autonomie par rapport au pouvoir qui se fait présent dans ces territoires à travers des dispositifs comme ceux que nous avons analysés ici.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAMOLI J., GINZBURG R., TORRELLA S., 2011: “Escenarios productivos y ambientales del Chaco Argentino : 1977-2010”, Grupo de Estudios de Sistemas Ecológicos en Ambientes Agrícolas, FCEy N, UBA, Fundación Producir Conservando.
- CÓRDOBA M. S., 2013: “La ruralidad hiperconectada : dinámicas de la construcción de redes en el sector del agro argentino”, en GRAS C., HERNÁNDEZ V. (ed.), 2013 : *El agro como negocio : Producción, Sociedad y Territorios en la Globalización*, Biblos, p. 263-288.
- FOUCAULT M., 2006: *Seguridad, territorio, población* [2004 : cours prononcé au Collège de France en 1978]. Fondo de Cultura Económica.
- GRAS C., HERNÁNDEZ V. A. (ed.), 2009: *La Argentina Rural. De la agricultura familiar a los agronegocios*, Biblos, Bs. As., 289 p., ISBN 978-950-786-750-7.
- GRAS C., HERNÁNDEZ V. (ed.), 2013: *El agro como negocio: Producción, Sociedad y Territorios en la Globalización*, Biblos.
- GRAS C., HERNÁNDEZ V., 2014: “Agribusiness and Large-Scale Farming: Capitalist, Globalization in Argentine Agriculture”, *Canadian Journal of Development Studies /Revue canadienne d'études du développement*, URL : <http://mc.manuscriptcentral.com/cjds>.

9. Le jour où nous avons pu observer le goûter, nous avons compté 24 enfants entre 3 et 12 ans. On leur a servi du maté chaud sans lait et un morceau de pain avec de la confiture.

- GUÉRIN I., HERSENT M., FRAISSE L., 2011 : *Femmes, économie et développement, de la résistance à la justice sociale*, Paris, Eres.
- HERNÁNDEZ V., 2013: “Genealogía de una elite rural: elucidación antropológica de una práctica de poder”, *Mundo Agrario*, vol. 13, nº 26, junio 2013.
- HOURS B., SELIM M., 2014 : *L'enchantement de la société civile globale*, Paris, L'Harmattan.
- MARX K., 2002: *El Capital* [1867], Tomo I/vol.1, Libro primero, *El proceso de producción del capital*, Siglo XXI.
- ROSATI G., 2014: “Funcionalidad y diferenciación en un mercado de fuerza de trabajo en metamorfosis. El caso de la cosecha de algodón en Chaco (1960-2010)”, tesis doctoral en Ciencias Sociales, UNGS.
- SELIM M., 2014 : « Une b n volence généralisée », in HOURS B., SELIM M., 2014 : *L'enchantement de la société civile globale*, Paris, L'Harmattan.
- TORRELLA, S., J. AD MOLI, P. HERRERA, R. GINZBURG, 2005: “La expansión agrícola en el Chaco argentino: contrastes entre el litoral fluvial y el interior”, in "Temas de biodiversidad del litoral argentino" II. F.G. Aceñolaza. INSUGEO. Misceláneas 14: 123-134. Tucumán. ISSN 1514-4836. On Line 1668-3242.
En http://www.insugeo.org.ar/libros/misc_14/16.htm (consult  le 24/11/2014).
- VALENZUELA C., 2005: “Transformaciones y conflictos en el agro chaqueño durante los '90. Articulaciones territoriales de una nueva racionalidad productiva”, *Mundo Agrario*, vol. 5, n  10, primer semestre de 2005. ISSN 1515-5994 <http://www.mundoagrario.unlp.edu.ar/>

Córdoba M.S., Hernández Valeria (2015)

Hiéroglyphes solidaires : les actions engagées par l'agrobusiness auprès des populations périphériques d'Argentine

In : Castelli Bernard (ed.), Hillenkamp Isabelle (ed.), Hours Bernard (ed.). *Economie morale, morale de l'économie*. Paris : L'Harmattan, p. 151-182. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-343-06715-5